

D 817 HONDURAS-NICARAGUA: PROPOSITIONS DE PAIX
DU MEXIQUE ET DU VENEZUELA

Le 7 septembre 1982, une importante initiative de paix était prise par les gouvernements mexicain et vénézuélien. Elle revêtait la forme de trois lettres, signées conjointement et adressées respectivement aux gouvernements hondurien, nicaraguayen et nord-américain. La démarche s'apparente à la déclaration franco-mexicaine sur El Salvador, l'année dernière (cf. DIAL D 734).

Le texte des trois missives en question est donné ci-après.

Alors que la tension atteignait son point de rupture entre le Honduras et le Nicaragua (cf. DIAL D 761, 772 et 774), l'initiative conjointe du Mexique et du Venezuela était reçue comme "contribution réelle à la paix" par le Nicaragua, et comme "positive" par le Honduras. Quant aux Etats-Unis, ils se sont montrés pour le moins plus réservés.

Note DIAL

1- Lettre au coordinateur de la Junte de reconstruction nationale de Nicaragua

Mexico et Caracas, le 7 septembre 1982

Excellentissime Commandant
Daniel Ortega Saavedra
coordinateur de la Junte
de reconstruction nationale de Nicaragua,
Managua.

Commandant et Ami,

Nous nous adressons à vous parce que, comme gouvernements du Mexique et du Venezuela, nous partageons votre grave préoccupation devant la détérioration, qui s'est tout dernièrement aggravée, de la situation en Amérique centrale, avec le risque de voir les conflits actuels s'étendre à l'ensemble de la région.

Nous avons en particulier noté que le conflit entre le Nicaragua et le Honduras est récemment entré dans une phase aiguë, comme en témoignent les cas d'affrontements armés à la frontière des deux pays.

Nos deux pays sont particulièrement intéressés à garantir la paix dans la région ainsi qu'à collaborer au règlement de ses problèmes économiques

et au rétablissement de la stabilité politique, comme le souligne le Programme de coopération énergétique pour les pays d'Amérique centrale et des Caraïbes.

Le Mexique et le Venezuela, rattachés par la géographie à l'aire centro-américaine, ressentent comme leurs les problèmes qui s'y posent. C'est pourquoi, en solidarité totale, en absolu respect de la non-intervention dans les affaires intérieures des autres Etats, et en esprit de fraternité, ils estiment de leur devoir de donner un point de vue susceptible de contribuer au règlement de ces problèmes et de maintenir la paix sur le continent.

Dans un contexte mondial difficile, c'est aussi pour nous une obligation de renforcer la solidarité latino-américaine en affirmant des points de vue communs à notre région, qui revêtent une importance spéciale et évidente.

Nous rappelons, avec une sympathie particulière, les diverses manifestations des dirigeants nicaraguayens dans le sens d'un règlement pacifique des problèmes locaux (1).

La situation est malheureusement entrée dans une phase de détérioration croissante; elle a atteint une gravité telle que les divers affrontements armés qui se sont produits ces derniers temps pourraient très facilement conduire à un conflit de grandes proportions.

Sans vouloir porter un jugement sur l'attitude du gouvernement hondurien en la matière, il ne fait aucun doute que cette situation est aussi le fait de l'augmentation considérable des forces armées nicaraguayennes, dont le nombre est disproportionné par rapport à celui de ses voisins, ainsi que du soutien réitéré du Nicaragua aux mouvements armés d'opposition dans certains pays voisins.

Les autres pays de l'hémisphère ont vu avec sympathie le projet politique original du Gouvernement de reconstruction nationale et ont, lors de la 17e réunion de consultation de l'Organisation des Etats américains, apporté leur appui à son établissement. Sans mettre en doute le droit du peuple nicaraguayen à se donner le type de gouvernement et de société auquel il prétend, il est évident que le renforcement du projet original lui vaudra le maintien ou même l'augmentation de cet appui (2).

Ces éléments, venant tout spécialement s'ajouter à l'ensemble des déclarations, imputations et accusations faites réciproquement, ont créé un climat de tension, de suspicion et de méfiance mutuelles, ce qui a rendu difficile tout dialogue constructif entre les deux pays.

Il nous semble urgent comme point de départ pour créer un climat favorable et jeter les bases d'un dialogue constructif, que tous les secteurs en situation de responsabilité dans chacun des deux pays s'abstiennent de faire des déclarations ou de poser des actes susceptibles d'aggraver la situation.

Conformément à ce qui vient d'être exposé et dans le souci de contribuer à la détente, nos deux gouvernements sont prêts, si les deux parties le jugent utile, à offrir leur collaboration dans la recherche de solutions mutuellement acceptables par le Nicaragua et le Honduras.

A cette même date, nous avons envoyé un message similaire au Gouvernement hondurien, en lui faisant également connaître notre point de vue sur les

(1) Passage propre au Nicaragua, modifié dans la lettre au Honduras

(2) Passage propre au Nicaragua, modifié dans la lettre au Honduras (NdT).

causes de la tension existant dans la région et en lui manifestant notre égale disposition à collaborer dans la recherche d'une solution, si les deux parties le veulent ainsi.

Par ailleurs, nous nous sommes adressés au président des Etats-Unis, M. Ronald Reagan, pour le mettre au courant de nos préoccupations et lui exposer la convenance de rechercher ensemble les voies possibles du rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région.

Nous profitons de l'occasion pour vous assurer à nouveau de notre haute et distinguée considération.

José López Portillo
président des
Etats-Unis du Mexique

Luis Herrera Campíns
président de la
République de Venezuela

2- Lettre au président de la République hondurienne

Mexico et Caracas, le 7 septembre 1982

Excellentissime Docteur
Roberto Suazo Córdova
président de la République hondurienne,
Tegucigalpa

Monsieur le Président et Ami,

(...) (Texte identique à celui de la lettre précédente)

Nous rappelons, avec une sympathie particulière, l'initiative de paix présentée par le Honduras devant l'organisation des Etats américains et qui représente certainement une voie vers la paix et la stabilité de la région. Nous partageons les objectifs présentés dans cette initiative et relatifs au désarmement de la région, à la réduction des conseillers militaires étrangers, à un mécanisme de supervision et de surveillance internationales, à l'arrêt du trafic d'armes dans la région, au respect absolu des frontières délimitées et à l'ouverture d'un dialogue multilatéral permanent, destiné à favoriser des accords politiques.

(...)

Sans vouloir porter un jugement sur l'attitude, les effectifs et l'armement des forces armées nicaraguayennes, il ne fait aucun doute que cette détérioration est aussi le fait de la présence, le long de la frontière hondurienne, de nombreux contingents d'anciens gardes somozistes et d'autres groupes équipés d'un armement à haut pouvoir destructif, y compris d'armement lourd; des incursions menées, comme il est signalé, par ces groupes en territoire nicaraguayen; des manoeuvres militaires conjointes avec les forces des Etats-Unis d'Amérique dans la zone frontalière voisine du Nicaragua; et de la course aux armements qui s'est déclenchée entre les deux pays.

(...)

3- Lettre au président des Etats-Unis d'Amérique

Mexico et Caracas, le 7 septembre 1982

Excellentissime Monsieur Ronald Reagan
président des Etats-Unis d'Amérique,
Washington

Monsieur le Président et Ami,

Préoccupés par les événements qui menacent sérieusement la paix entre le Nicaragua et le Honduras, et plus encore l'Amérique centrale, nous nous sommes adressés aux mandataires de ces deux pays pour les entretenir de la nécessité de s'abstenir de tout acte susceptible d'aggraver la situation, et pour leur proposer l'ouverture d'un dialogue constructif propre à permettre le rapprochement et la coopération nécessaire entre les parties.

Récemment, votre Gouvernement a exprimé ses préoccupations pour la paix en Amérique centrale à travers les paroles de l'ambassadeur Thomas O. Enders, secrétaire d'Etat adjoint aux affaires interaméricaines devant le Commonwealth Club de San Francisco, le 20 août 1982:

"Chaque nouvelle crise fait apparaître plus clairement les obstacles à la
"paix en Amérique centrale. L'Amérique centrale est le théâtre de profondes
"divisions politiques, tant entre les diverses nations qu'au sein de chacune
"d'elles. Elle est victime de graves perturbations économiques; ses systè-
"mes économiques, déjà affaiblis par le prix élevé du pétrole et par leurs
"déficiences internes, ont subi une dévastation du fait de la récession
"mondiale. Il faut ajouter à cela l'éclatement provoqué par les tensions
"sociales, la demande excessive que la croissance démographique impose aux
"services publics, et les aspirations populaires qui dépassent les possibi-
"lités de l'heure.

Nous voyons avec une préoccupation identique la détérioration de la situation centro-américaine, avec le danger d'un conflit généralisé s'étendant à toute la région. La situation entre le Honduras et le Nicaragua est grave et en est déjà aux cas d'affrontements armés.

Le Programme de coopération de San José a mis en relief l'intérêt particulier de nos pays à la paix et à la stabilité de la région, par le biais de la maîtrise de ses problèmes économiques et de sa stabilisation politique. Le Mexique et le Venezuela, rattachés par la géographie à la région, ne peuvent rester étrangers aux problèmes qui s'y posent. En solidarité totale et en absolu respect de la non-intervention dans les affaires intérieures des Etats de la région, nos pays se sentent dans l'obligation, sous sa forme la plus fraternelle, d'exprimer des points de vue susceptibles de contribuer au règlement des problèmes, de façon à maintenir le continent en état de paix.

Nous partageons avec les Etats-Unis le même objectif, qui est de parvenir à la paix internationale, à la stabilité intérieure et à la solution des difficultés économiques, dans un climat de liberté et de développement. S'il est bien certain que nous partageons cet objectif, il est également vrai que nous avons parfois divergé sur le traitement et les méthodes à employer pour parvenir à sa réalisation.

Encouragés en ce sens, nous nous permettons de vous exposer la pertinence d'une recherche conjointe des voies encore possibles, propres à ralentir

l'escalade actuelle, source de bien des préoccupations, à diminuer les tensions et à répondre aux attentes générales quant aux risques de conflagration.

De même que nous avons pressé le gouvernement nicaraguayen d'adopter des mesures de nature à empêcher les affrontements militaires à la frontière du Honduras, de même jugeons-nous convenant que cessent le soutien, l'organisation et la mise en place d'anciens gardes somozistes.

Nous avons appris que des conversations sont en cours entre des représentants des Etats-Unis et du Nicaragua en vue de résoudre les problèmes en suspens. Nous sommes convaincus que, de cette manière, il est possible d'avancer; nous nous en félicitons en même temps que nous vous invitons très sincèrement à renforcer le dialogue, de sorte qu'il débouche sur une authentique négociation, propre à surmonter les difficultés.

Nous vous rappelons également la nécessité d'un progrès effectif dans la concertation pour un accord global menant à une paix véritable entre le Honduras et le Nicaragua, ce qui aura des effets positifs sur le contexte mondial de tensions et de confrontations.

En ce sens, il convient de rappeler les initiatives de paix en Amérique centrale portant sur la possibilité d'une limitation des armements et de leur contrôle pour la région. Dans la Déclaration de San José de Costa Rica, le 8 mai 1982, à l'occasion de la prise de possession du président du Costa Rica, M. Luis Alberto Monge, six mandataires de la région préoccupés par la course aux armements dans la région ont fait part de la nécessité "d'ajuster les effectifs et les équipements militaires aux besoins strictement nécessaires à la défense nationale, à l'intégrité territoriale et au maintien de l'ordre public, conformément aux exigences généralement admises dans une société démocratique régie par le droit".

Nous espérons, Monsieur le Président, que ces propositions recevront votre agrément et qu'elles serviront de base à la paix et à la stabilité de la région.

José López Portillo
président des
Etats-Unis du Mexique

Luis Herrera Campíns
président de la
République de Venezuela

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous
vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 240 F - Etranger 285 F - Avion 350 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441